

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

| | | | | |
|---|------------|-------|--------|----------------|
| À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé | Date | Heure | Numéro | Département(s) |
| | 26.08.2021 | 22h28 | 21.176 | DFDS |
| Annule et remplace | | | | |

Auteur(s) : Groupe socialiste

Titre : Quelles mesures pour garantir la sécurité informatique des collectivités publiques neuchâtelaises ?

Contenu :

La commune de Rolle (VD) a récemment été victime d'un piratage massif de données personnelles concernant ses habitant-e-s. Ces données comprennent notamment des numéros de téléphone, des numéros AVS et des informations sur l'appartenance religieuse. Des documents confidentiels aux niveaux politique et stratégique ont également été rendus publics, ainsi que des informations détaillées sur les employé-e-s de la commune. Il est à relever que ce piratage s'inscrit dans une recrudescence des attaques envers les administrations publiques observée de manière plus générale.

À Neuchâtel, c'est le service informatique de l'entité neuchâtelaise (SIEN) qui est en charge de l'infrastructure informatique de la plupart des entités publiques et parapubliques. Nous demandons ainsi au Conseil d'État de répondre aux questions suivantes :

1. Des attaques informatiques ont-elles été constatées sur des collectivités publiques neuchâtelaises ? Quelle est la probabilité d'un événement de ce type selon l'évaluation des risques effectuée par l'exécutif ?
2. La conseillère d'État en charge de la digitalisation indique dans l'édition du journal *Le Temps* du mercredi 25 août à ce propos que « *le risque zéro n'existe pas* ». Quelles sont les mesures prises par l'État pour limiter ces risques et garantir la sécurité informatique des collectivités publiques neuchâtelaises, en particulier les données personnelles des habitant-e-s ?
3. Des audits du niveau de sécurité informatique du dispositif neuchâtelois sont-ils réalisés régulièrement ? Si oui, selon quelles méthodes et avec quels résultats ?
4. En cas de piratage, des directives sont-elles en place concernant la transparence et l'information aux catégories de la population concernées ?
5. Le Conseil d'État peut-il certifier que l'ensemble des données des collectivités publiques neuchâtelaises sont stockées sur le territoire neuchâtelois, voire suisse ?

Développement :

Le texte ci-dessus fait office de développement.

Demande d'urgence : NON

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Antoine de Montmollin

| Autres signataires (prénom, nom) : | Autres signataires suite (prénom, nom) : | Autres signataires suite (prénom, nom) : |
|------------------------------------|--|--|
| Baptiste Hunkeler | Romain Dubois | Corine Bolay Mercier |
| Nathalie Ebner Cottet | Jonathan Greillat | Sarah Fuchs-Rota |
| Josiane Jemmely | Fabienne Robert-Nicoud | Hugo Clémence |
| Amina Chouiter Djebaili | Christian Mermet | Joëlle Eymann |
| Garance La Fata | Anita Cuenat | |